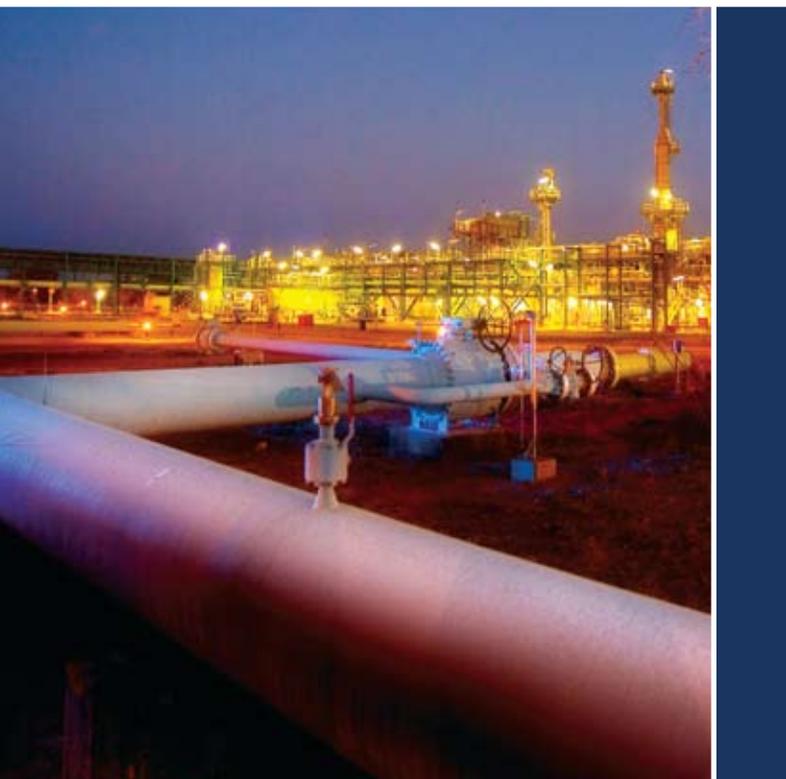


RAPPORT ANNUEL 2007



World Bank Group
Multilateral Investment
Guarantee Agency

POINTS SAILLANTS DE L'EXERCICE 07

AU COURS DE L'EXERCICE 07, LE VOLUME TOTAL DES GARANTIES ÉMISES POUR DES PROJETS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES DE LA MIGA S'EST ÉLEVÉ À 1,4 MILLIARD DE DOLLARS. POUR LA TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE, LES ÉMISSIONS DE GARANTIES ONT CONNU UNE CROISSANCE RÉGULIÈRE. LES ENGAGEMENTS APPROUVÉS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ONT ATTEINT UN TOTAL DE 1,9 MILLIARD DE DOLLARS.

Tableau 1 Garanties émises	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 04	Ex. 05	Ex. 06	Ex. 07	Ex. 90–07
Nombre de garanties émises	59	59	55	62	66	45	884
Nombre de projets soutenus par la MIGA	41	40	41	41	41	29	556
Nouveaux projets ¹	33	37	35	33	34	26	-
Projets engagés précédemment ²	8	3	6	8	7	3	-
Montant des nouvelles émissions, brut (en milliards de dollars)	1,2	1,4	1,1	1,2	1,3	1,4	16,7
Montant des nouvelles émissions, total (en milliards de dollars) ³	1,4	1,4	1,1	1,2	1,3	1,4	17,4
Engagements bruts (en milliards de dollars) ⁴	5,3	5,1	5,2	5,1	5,4	5,3	-
Engagements nets (en milliards de dollars) ⁴	3,2	3,2	3,3	3,1	3,3	3,2	-

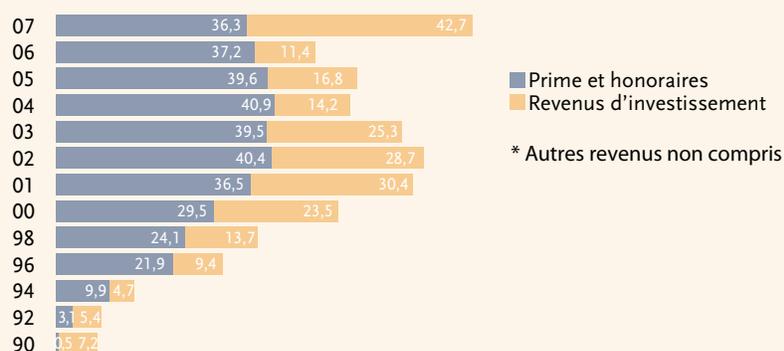
¹ Projets bénéficiant de l'appui de la MIGA pour la première fois au cours de l'Exercice 07 (Ex. 07) (y compris les expansions).

² Projets assurés par la MIGA au cours de l'Exercice 07 et des Exercices précédents.

³ Comprend les montants mobilisés grâce à l'effet de levier du Programme coopératif de garanties.

⁴ Les engagements bruts correspondent au plafond d'engagement. Les engagements nets correspondent aux engagements bruts, minorés des opérations de réassurance.

Figure 1 Recettes de primes acquises, de commissions et des revenus de placement*, en millions de dollars



Pays membres

Au cours de l'Exercice 07, quatre nouveaux pays — Djibouti, la Guinée-Bissau, le Liberia et le Monténégro — ont adhéré à la MIGA, ce qui porte le nombre des membres à 171.

Faits marquants de l'Exercice

Au cours de l'Exercice 07, la MIGA a fourni une couverture pour des projets dans les domaines suivants :

	Nombre de projets soutenus	Proportion des projets soutenus (%)	Montant des garanties émises (en milliards de USD)	Part des garanties émises (%)
Domaines prioritaires¹				
Marchés pionniers	14	48	387	28
Pays affectés par un conflit	8	28	302	22
Infrastructure	12	41	494	36
Investissements sud-sud ²	12	41	249	18
Pays admis à emprunter à l'IDA ³	14	48	387	28
Régions				
Asie	8	28	125	9
Europe et Asie centrale	4	14	430	31
Amérique latine et Caraïbes	6	21	501	37
Afrique subsaharienne	11	38	311	23
Secteurs				
Agroindustrie, industries manufacturières	8	28	352	25
Finances	8	28	472	35
Infrastructure	12	41	494	36
Pétrole, gaz et industries extractives	1	3	50	4

¹ Certains projets portent sur plusieurs domaines prioritaires

² Investissement effectué par un pays membre de catégorie 2 de la MIGA dans un autre pays membre de la même catégorie

³ Pays les plus pauvres du monde

Autres faits marquants de l'Exercice :

Portefeuille de 44 projets d'assistance technique dans 29 pays, ainsi que plusieurs initiatives régionales et mondiales

Dix projets d'assistance technique aux pays subsahariens ; 19 projets d'assistance technique aux pays admis à emprunter à l'IDA

Aucune indemnité n'a été versée au cours de l'Exercice 07

La MIGA a entrepris de régler deux différends en cours ayant trait à des mesures d'expropriation concernant des investissements qu'elle a garantis

Elle suit la situation dans cinq pays, où elle pourrait être amenée à verser des indemnités et s'emploie à faciliter des règlements à l'amiable

Cinq projets soutenus par le Programme d'appui aux petits investissements

Un nouveau pays d'accueil : la Guinée-Bissau

Lancement de deux nouveaux sites du savoir — www.PRI-Center.com, portail sur la gestion et l'assurance des risques politiques, et www.FDI.net, qui offre un point d'entrée unique pour les investisseurs qui souhaitent obtenir des renseignements sur l'investissement étranger direct

Partenariats

Souscription auprès d'autres assureurs de quatre contrats de réassurance facultative pour un montant de 379 millions de dollars

Co-organisation sur deux jours d'un « Sommet élargi de la MIGA pour l'investissement » avec la Société islamique d'assurance des investissements et du crédit à l'exportation, un membre du Groupe de la Banque islamique de développement

Partenariat avec des organismes tels que Lloyd's et des membres de L'Union de Berne, ainsi que des prestataires privés d'analyses du risque politique, sur la création et les fonctions d'un Centre PRI (www.pri-center.com)

Avec le soutien financier de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), la MIGA met en œuvre un programme pluriannuel de conseil au Gouvernement malien pour la création d'une agence de promotion des investissements

En Ouganda, la MIGA fournit une assistance technique à l'Agence nationale de promotion des investissements, grâce à un financement de l'Agence australienne de développement

La MIGA a mené à bonne fin le Programme de promotion des investissements du Monténégro, entrepris en collaboration avec l'Agence européenne pour la reconstruction

Coopération au sein du Groupe de la Banque mondiale

Coordination au sein du Groupe de la Banque mondiale pour veiller à ce que les stratégies d'aide aux pays et les stratégies sectorielles correspondent aux projets financés par la MIGA

Émissions de garanties pour des projets conjoints du Groupe de la Banque mondiale en Ouganda (énergie) et au Burkina Faso (tourisme) ; association avec la Société financière internationale dans un projet en Uruguay (industrie)

Les projets conjoints représentent un tiers du portefeuille de l'Exercice 07

Collaboration avec le Service-conseil pour l'investissement étranger en Afrique du Sud, au Bangladesh, au Cambodge, en Chine, au Libéria, au Népal, en Namibie, aux Philippines, en Russie, en Serbie, en Sierra Leone, et au Tadjikistan

Mise en œuvre conjointement avec la Banque mondiale d'activités de promotion des investissements en Afghanistan, au Bangladesh, au Cambodge, au Ghana, au Guatemala, au Honduras, au Lesotho, au Mali, au Nicaragua, en Ouganda, en Russie, en Serbie, et au Tadjikistan

Collaboration avec l'IFC dans la conception et la mise en œuvre de différents mécanismes de financement, notamment aux Philippines, en Afrique et en Indonésie

LETTRE DU PRÉSIDENT AU CONSEIL DES GOUVERNEURS



À LA LECTURE DE CE RAPPORT ANNUEL, VOUS CONSTATEREZ LES PROGRÈS ACCOMPLIS PAR L'AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS (MIGA) DANS LA LUTTE MENÉE POUR VAINCRE LA PAUVRETÉ DANS TOUTES LES RÉGIONS — NOTAMMENT EN AFRIQUE ET DANS LES MARCHÉS CONSIDÉRÉS COMME LES PLUS RISQUÉS — EN FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, EN INVESTISSANT DANS LA CROISSANCE ET EN SUSCITANT L'ESPOIR ET EN OFFRANT DES OPPORTUNITÉS.

L'impact de la MIGA se concrétise au Mali, où le soutien apporté par l'Agence à un projet de téléphonie mobile permet à de modestes paysans de s'informer sur les marchés en temps réel et de vendre leurs récoltes et leur bétail à un prix plus intéressant. Au Viet Nam, où de fréquentes coupures d'électricité obligent les usines à arrêter toute activité et les étudiants à travailler à la lumière d'une lampe à pétrole quand vient la nuit, le soutien de la MIGA à un important projet de centrale électrique joue un rôle crucial en réduisant les pannes de courant et en ouvrant l'accès à une source d'énergie propre. Les effets positifs du rôle de la MIGA se font aussi sentir en Équateur, où les habitants défavorisés de l'île Trinitaria peuvent pour la première fois bénéficier d'une eau municipale salubre à un coût plus faible, avec les avantages importants que cela a pour la santé. Où que mon regard se porte dans nos pays partenaires, je vois le rôle que joue la MIGA en tant que catalyseur de l'investissement, qui encourage la participation du secteur privé là où cette participation a le plus d'importance.

L'Exercice 07 a été marqué par plusieurs records : près de la moitié (48 %) des projets soutenus par l'Agence concernaient des pays admis à emprunter à l'IDA, portant à 41 % la part des engagements en cours de la MIGA dans ces pays. En outre, 38 % des projets soutenus au cours de l'année étaient situés en Afrique, où l'Agence a apporté son soutien à des investissements d'importance

cruciale avec des garanties d'un montant global de 2,3 milliards de dollars depuis 1991. L'examen de l'Exercice illustre aussi l'engagement de la MIGA auprès des investisseurs des pays en développement, qui représentent une source de plus en plus importante d'investissements étrangers directs dans le monde en développement. Ce bilan est une preuve de la détermination résolue de l'Agence à s'attaquer à la pauvreté — en particulier là où elle est la plus extrême.

L'Exercice 07 a aussi été une année marquante pour les activités autres que les garanties, avec l'organisation de 44 projets d'assistance technique dans 29 pays représentant toutes les régions et le lancement de plusieurs initiatives régionales et mondiales. L'Exercice a en outre été caractérisé par d'importantes innovations concernant la diffusion des informations concernant les investissements, avec la mise en place de deux nouveaux sites web d'information sur l'investissement étranger et l'assurance contre les risques politiques.

Toutes ces activités sont inspirées par le souci du résultat, qui est la marque du Groupe de la Banque mondiale, et la volonté de travailler avec tous les partenaires qui unissent leurs efforts aux nôtres pour atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire d'ici à 2015.

Malgré ces succès, le Groupe de la Banque mondiale est confronté à d'énormes défis. Le monde a connu

de profondes transformations depuis que la Banque mondiale a été créée il y a une soixantaine d'années, et la MIGA il y a près de 20 ans. Cette institution accomplie qui a vocation à financer la reconstruction et le développement, ne doit pas seulement s'adapter : elle doit trouver les moyens d'aider tous les pays, en particulier les plus pauvres, à tirer profit de l'évolution de l'économie mondiale et des opportunités qu'elle offre.

Le Groupe de la Banque mondiale doit être un partenaire stratégique pour ceux qui sont clients, donateurs ou les deux à la fois. Il doit savoir innover pour promouvoir le développement des États fragiles et de ceux qui peinent à sortir d'un conflit. Il a les moyens de concevoir et de mettre en œuvre des solutions adaptées aux réalités locales pour relever des défis écologiques et sanitaires de portée mondiale, tout en œuvrant pour préserver le milieu naturel et en intervenant d'urgence pour faire face au changement climatique. Il doit faciliter la mise en place de règles, d'institutions et de marchés qui mettent la dynamique commerciale et financière au service des populations des pays en développement pour leur donner des raisons d'espérer, leur ouvrir des opportunités et leur donner la dignité que confère la poursuite d'une activité.

Dans cette lourde tâche, le Groupe de la Banque mondiale a la chance de disposer de spécialistes exceptionnellement dévoués et hautement qualifiés. Les membres de l'équipe de la MIGA comptent parmi les meilleurs, et j'apprécie grandement leur dévouement et leur souci de s'associer à la mission du Groupe de la Banque mondiale, qui est d'éliminer la pauvreté. Apprendre à les connaître et travailler avec eux est un privilège.

Robert B. Zoellick
Robert B. Zoellick
30 juin 2007

FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS DU CONSEIL

Au cours de l'Exercice 07, le Conseil d'administration a examiné et approuvé des garanties d'investissement pour vingt-sept projets. Il a également examiné et supervisé le processus de planification et d'établissement du budget de l'Agence multilatérale de garantie des investissements pour le prochain Exercice budgétaire, ainsi que l'intégration des services d'assistance technique de la MIGA au Service-conseil pour l'investissement étranger du Groupe de la Banque mondiale. Au cours de l'Exercice, la MIGA a collaboré avec la BIRD, l'IDA et la SFI à l'élaboration de plusieurs documents de stratégie d'aide-pays et de partenariat qui ont été examinés par le Conseil ainsi que le Rapport annuel 2007 établi par l'Unité de l'évaluation des opérations de la MIGA, qui est chargé d'examiner et d'évaluer les activités de l'Agence. Outre les rapports financiers trimestriels, la Direction de la MIGA a présenté au Conseil deux notes techniques sur les produits de garantie du Groupe de la Banque mondiale, le programme d'assistance technique de la MIGA et divers projets.

Les programmes et les activités de la MIGA sont guidés par un Conseil des Gouverneurs et un Conseil d'administration représentant les 171 pays membres de l'Agence. Chaque pays nomme un Gouverneur et un Gouverneur suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la MIGA, mais il en délègue la majeure partie à un Conseil de 24 Administrateurs. Le droit de vote est pondéré en fonction de la participation au capital du pays ou du groupe de pays que chaque Administrateur représente. Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale, à Washington, pour examiner les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires à leur sujet et superviser la politique institutionnelle générale de l'Agence.

Les Administrateurs sont aussi membres d'au moins un des cinq comités permanents qui aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à des examens approfondis des politiques et procédures. Le Comité d'audit fournit

aux Administrateurs des conseils sur la gestion financière et des risques pour éclairer les décisions du Conseil sur les questions relatives à la politique financière et à la politique en matière de risques. Le Comité du budget examine certains aspects des procédures, les directives administratives, les normes et les questions budgétaires qui ont un impact significatif sur l'efficacité des opérations du Groupe de la Banque par rapport à leur coût. Le Comité pour l'efficacité du développement conseille les Administrateurs au sujet de l'évaluation des opérations et de leur impact réel sur le développement, dans le but de suivre les progrès accomplis par la MIGA dans sa mission de réduction de la pauvreté. Le Comité du personnel conseille les Administrateurs sur les questions de rémunération et autres aspects importants de la politique du personnel. Le Comité de la gouvernance et des questions administratives concernant les Administrateurs examine les questions ayant trait à la gouvernance institutionnelle et à l'administration du Conseil.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MIGA au 30 juin 2007

De gauche à droite (*debout*) : Samy Watson, Svein Aass, Alexey Kvasov, Terry O'Brien, Eli Whitney Debevoise, Tom Scholar, Pierre Duquesne, Herman Wijffels, Michel Mordasini, Eckhard Deutscher, Gino Alzetta, Makoto Hosomi, Jorge Familiar, Merza Hasan, Dhanendra Kumar, Felix Alberto Camarasa, Jorge Botero ; (*assis*) Sid Ahmed Dib, Giovanni Majnoni, Abdulrahman Almofadhi, Mulu Ketsela, Mat Aron Deraman, Louis Philippe, Ong Seng, Jiayi Zou ; (*absent*) Luis Marti.

MESSAGE DU VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF



CET EXERCICE A ÉTÉ MARQUÉ POUR LA MIGA PAR DES PROGRÈS SUR DE NOMBREUX FRONTS, ET NOTAMMENT PAR UNE CROISSANCE RÉGULIÈRE DU VOLUME DES GARANTIES ÉMISES POUR SOUTENIR L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT (IED) DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES. CETTE ANNÉE, LES ENGAGEMENTS AU TITRE DES GARANTIES ONT ATTEINT 1,9 MILLIARD DE DOLLARS, POUR UNE COUVERTURE DE 1,4 MILLIARD DE DOLLARS. CE CHIFFRE MARQUE LA TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE DE CROISSANCE DU MONTANT DES GARANTIES ÉMISES. À 5,3 MILLIARDS DE DOLLARS, L'ENCOURS DU PORTEFEUILLE DE GARANTIES DE L'AGENCE RESTE SOLIDE.

Chose tout aussi importante, la MIGA a enregistré des résultats très satisfaisants dans tous les domaines prioritaires. La couverture reflète la priorité stratégique accordée au soutien des marchés mal servis, perçus comme des marchés à risque. Tel est le cas de l'Afrique, des marchés pionniers, des pays aux prises à un conflit et des pays admis à emprunter à l'IDA.

Par exemple, notre soutien à l'investissement en Afrique a augmenté, que l'on considère le pourcentage des projets soutenus (38 %) ou le volume des garanties émises (23 %). Je suis également fière de notre bilan dans les pays éligibles à l'IDA, où se situent près de la moitié des projets que nous avons soutenus cette année et qui représentent maintenant 41 % de l'encours de notre portefeuille. Nous avons aussi progressé dans le

soutien apporté aux projets situés dans des pays aux prises avec des conflits et aux projets d'infrastructure complexes d'importance cruciale, qui représentaient 41 % des projets couverts par une garantie cette année.

Ce bilan coïncide avec une période marquée par des investissements étrangers directs record dans les pays en développement. Mais, dans ce monde d'inégalité, tous les pays n'ont pas bénéficié de l'afflux des IED. En fait, les pays les plus démunis restent pénalisés parce que les investisseurs les considèrent comme particulièrement risqués. En même temps, « l'accalmie » observée sur le marché de l'assurance des risques politiques s'est traduite par un ralentissement du taux de couverture demandé par les investisseurs. Dans cet environnement, la stratégie de la

La stratégie de la MIGA est de continuer à exploiter ses points forts, autrement dit à servir les marchés et à encourager les IED dans les pays que les investisseurs et même d'autres assureurs évitent.

MIGA est de continuer à exploiter ses points forts, autrement dit à servir les marchés et à encourager les IED dans les pays que les investisseurs et même d'autres assureurs évitent.

Compte tenu de la nécessité de rester en prise sur la réalité dans un marché hautement cyclique, la MIGA s'enorgueillit de rester flexible et de continuer à s'efforcer de répondre aux besoins des investisseurs. Cette année a par exemple été marquée par une « première » importante dans le domaine des financements islamiques, considéré comme de plus en plus important pour que les bénéfices de la mondialisation pour le développement soient partagés par l'ensemble de la région. Au cours l'Exercice 07, le Conseil a approuvé notre première transaction fondée sur les principes de la Sharia, que nous pensons signer dans le courant de l'automne. Au moment où la région cherche à renforcer ses capacités commerciales et son savoir-faire technique grâce aux investissements étrangers, nous espérons que cette opération n'est que la première d'une longue série de transactions de ce genre qui seront soutenues par la MIGA.



Cette transaction hors du commun était le fruit d'une campagne de promotion conduite par la MIGA dans les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, où nous avons coparrainé un sommet intra-régional sur l'investissement plus tôt dans l'année. Cette manifestation, organisée conjointement avec la Société islamique pour l'assurance des investissements et des crédits à l'exportation et le Centre financier international de Dubaï, a permis de réunir des investisseurs et des financiers de tous les pays de la région.

Les efforts déployés par la MIGA cette année pour préserver son créneau incluent des changements importants dans la gestion interne des risques et les plafonds-pays. Nous prévoyons d'introduire un modèle actualisé de détermination des prix dans le courant de l'Exercice 08, ce qui nous donnera plus de souplesse pour relever les défis du marché et rester compétitifs dans les domaines où il faut l'être. Nous avons aussi relevé les plafonds établis pour les projets considérés individuellement — qui peuvent désormais atteindre 180 millions de dollars au maximum, ainsi que nos plafonds-pays qui ne doivent pas excéder 600 millions de dollars. Mais ces modifications ne nous permettront d'avancer que jusqu'à un certain point. Notre aptitude à adapter nos produits pour répondre aux besoins du marché de l'assurance des risques politiques dépend fondamentalement des limites de notre Convention. Nous espérons pouvoir nous rapprocher du règlement de cette question au cours de l'année à venir.

Conformément à notre souci constant, qui est la capacité d'ajustement et l'adaptabilité, nous avons intégré au cours de l'Exercice nos services d'assistance technique aux opérations du Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS), qui est une entité du Groupe de la Banque mondiale. En combinant les travaux du FIAS sur la réforme du climat de

l'investissement et ceux de la MIGA sur la promotion de l'investissement, nous permettrons au Groupe de la Banque mondiale d'aider les pays à instaurer un cadre de référence approprié pour l'investissement, puis de vendre cet environnement amélioré à partir d'une plateforme unique. L'intégration crée aussi une interface unique mieux coordonnée pour les clients, les bailleurs de fonds et les autres partenaires.

La MIGA joue un rôle unique au sein du Groupe de la Banque mondiale. Travaillant main dans la main avec nos homologues de la BIRD, de l'IDA et de la SFI, la MIGA est en mesure d'aider les pays qui ont désespérément besoin d'apports de capitaux en supprimant les risques non commerciaux qui freinent les investissements. Cette année par exemple, le Groupe de la Banque mondiale a pu proposer une panoplie complète d'instruments destinés à compléter les outils de développement, depuis les prêts jusqu'aux garanties, ce qui a permis de lancer dès cette année les travaux de construction de la centrale hydroélectrique de Bujagali en Ouganda. Ce projet est un exemple classique comment les différentes entités du Groupe de la Banque mondiale peuvent conjuguer leurs efforts pour répondre aux besoins de développement les plus pressants de nos pays membres, et c'est aussi un symbole important de l'intensification de notre collaboration.

En pensant à l'avenir, je me réjouis à la perspective d'une nouvelle année passionnante et stimulante, pendant laquelle la MIGA continuera de centrer son action sur les marchés insuffisamment servis, notamment ceux du continent africain et des pays éligibles à l'IDA. Mais nous efforcerons aussi de répondre aux besoins de développement de nos clients à revenu intermédiaire comme la Chine, qui ont particulièrement besoin d'instruments tels que nos produits de couverture des risques sous-souverains et de soutien aux investissements extérieurs. Et par-dessus tout, l'Agence continuera de s'efforcer de pourvoir aux besoins de ses clients en offrant les services les plus performants possibles dans un environnement en constante mutation.

Yukiko Omura

Yukiko Omura
30 juin 2007

L'ÉQUIPE DE DIRECTION DE LA MIGA



PETER D. CLEARY
Directeur et Conseiller
juridique
Affaires juridiques
et indemnisations

YUKIKO OMURA
Vice-président exécutif

PHILIPPE VALAHU
Directeur par intérim
Opérations

MOÏNA VARKIE
Directeur
Actions d'information
et partenariats extérieurs

FRANK J. LYSY
Économiste en chef
et Directeur Économie
et politique générale

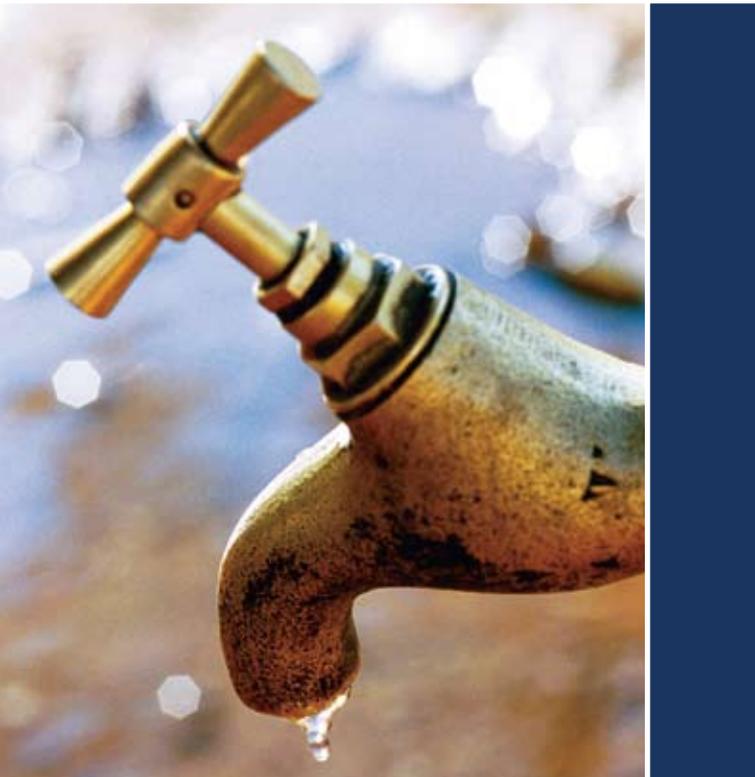
KEVIN LU
Directeur financier
et Directeur par intérim
Finance et gestion des risques

MARCUS WILLIAMS
Conseiller
Stratégie et opérations

HASAN TULUY
Directeur des opérations

W. PAATII OFOSU-AMAAH
Vice-président
et Secrétaire

IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT : LA MIGA en Afrique



L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ABRITE EXACTEMENT 10 % DE LA POPULATION DE LA PLANÈTE, MAIS ELLE ACCUEILLE 30 % DES PAUVRES DU MONDE. LES RÉSULTATS DÉCEVANTS DE LA CROISSANCE ONT RALENTI LE RECUL DE L'EXTRÊME PAUVRETÉ, QUI AFFECTAIT 50 % DE LA POPULATION ENVIRON (300 MILLIONS D'HABITANTS) EN 2000. MAIS, APRÈS PLUSIEURS DÉCENNIES « PERDUES » DU FAIT DE L'ATONIE DE LA CROISSANCE, L'AFRIQUE ABORDE UN TOURNANT MAJEUR À L'HEURE OÙ LA RÉGION SORT DE LA LONGUE STAGNATION ÉCONOMIQUE QUI A MARQUÉ LES ANNÉES 70 ET 80.



UNE RÉGION EN MARCHÉ

Sous les effets conjugués d'une forte croissance, d'une meilleure performance économique et d'une stabilité politique relative, le PIB de la région a augmenté de 5,6 % en 2006 — dépassant ainsi la barre des 5 % pour la troisième année consécutive. La croissance de la région dans son ensemble devrait rester soutenue dans les économies qui ont entrepris des réformes, tandis que les fortes dépenses publiques engagées avant les élections stimulent la croissance dans d'autres pays.

Un changement notable a été observé récemment dans la perception du risque, du fait que les élections démocratiques, la stabilité économique, la pacification des relations entre les pays et les réformes réglementaires ont commencé à porter leurs fruits. Mais comme de nombreux pays doivent organiser des élections présidentielles ou législatives en 2007, il pourrait y avoir un regain de tensions politiques et sociales.

Les investissements étrangers directs (IED) ont aussi augmenté de façon notable puisque la région a attiré 13,8 milliards de dollars d'investissement de ce type en 2005 et 18,5 milliards de dollars en 2006. Les investisseurs non traditionnels ont contribué de manière substantielle à cette progression. Si la Chine et l'Inde ont fait la une des médias récemment, l'Afrique du Sud a été un chef de file pendant de nombreuses années, et il est possible que les investissements intra-régionaux augmentent.

D'IMPORTANTES PROBLÈMES RESTENT À RÉGLER

Personne ne nie toutefois que de très importants problèmes restent à régler. D'après le Rapport *Doing Business* 2007 de la Banque mondiale, les pays subsahariens occupent 19 des 25 dernières places pour ce qui est de la facilité de conduire une activité

économique. Plus du tiers des pays de la région souffrent toujours des conséquences des conflits passés. Et les besoins d'infrastructure sont si importants que la région devrait investir 40 milliards de dollars de plus par an si elle veut accélérer sa croissance et atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire.

Pour ce qui est de l'augmentation des IED dans la région, le fond du problème est que les pays subsahariens sont encore considérés comme des pays à haut risque, où le coût de l'activité économique est élevé. Pour attirer les investisseurs, il est très important d'atténuer les risques politiques, réels et perçus.

La MIGA a un rôle important à jouer à cet égard, en offrant une assurance contre les risques politiques afin de protéger les investissements contre les risques que représentent l'expropriation, les restrictions imposées sur les transferts et l'inconvertibilité, la guerre et les désordres civils, et les ruptures de contrat. Et la promotion des IED dans la région est une priorité stratégique pour l'Agence.

LA MIGA ATTÉNUÉ LES RISQUES POUR FAIRE VENIR LES INVESTISSEMENTS

La stratégie de la MIGA consiste à exploiter les atouts qui sont les siens sur le marché, à savoir sa capacité à attirer les investissements vers les marchés pionniers, plus difficiles que les autres ; aider à monter des

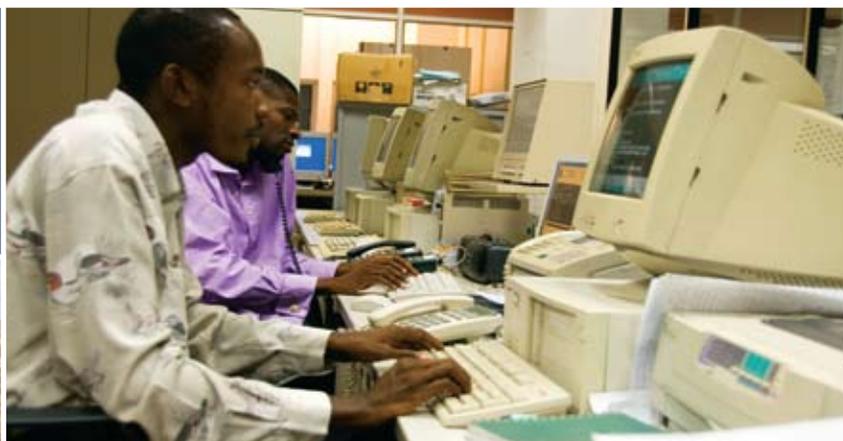
transactions complexes pour le financement d'infrastructures et atténuer les risques sous-souverains ; encourager les pays en développement à investir dans d'autres pays en développement (investissements sud-sud) ; et faciliter l'investissement dans les pays affectés par un conflit. En tant qu'agence multilatérale et membre du Groupe de la Banque mondiale, la MIGA présente un autre atout en ce qu'elle dissuade les pays de prendre des mesures préjudiciables et qu'elle peut servir de médiateur pour éviter que les différends ne s'enveniment, et maintenir les investissements sur la bonne voie.

Depuis sa création en 1988, l'Agence a émis 2,3 milliards de dollars de garanties pour des projets situés en Afrique. Au cours du seul Exercice 07, elle a émis 311 millions de dollars de garanties (18 contrats) pour 11 projets de la région. Avec 964 millions de dollars d'engagements bruts, l'Afrique représente 18 % de l'encours du portefeuille de l'Agence.

La MIGA a soutenu des projets de 27 pays africains — notamment des projets réalisés avec la participation d'investisseurs d'Afrique du Sud, du Sénégal, du Mali et de Maurice. La taille des projets va de moins d'un million de dollars à plus d'un milliard de dollars, et ces opérations intéressent tous les secteurs (voir figure 2 pour les garanties émises en faveur de l'Afrique par secteur).

Pour ce qui est de l'augmentation des IED dans les pays subsahariens, le fond du problème est que ces pays sont encore considérés comme des pays à haut risque, où le coût de l'activité économique est élevé. Pour attirer les investisseurs, il est très important d'atténuer les risques politiques, réels et perçus.

Faciliter les IED en Afrique est une priorité stratégique de la MIGA, qui a émis 2,3 milliards de dollars de garanties pour des projets de la région.



Infrastructure

L'infrastructure n'apporte pas seulement des équipements pour l'eau, l'électricité, l'assainissement, les transports et les télécommunications. Elle crée des opportunités et les opportunités transforment les existences. En Afrique, l'insuffisance de développement de l'infrastructure est considérée comme un obstacle fondamental à la croissance. Mais les coûts d'investissement peuvent être prohibitifs, de même que les risques commerciaux et non commerciaux, de sorte que les investisseurs ont du mal à obtenir les financements à long terme nécessaires aux projets d'infrastructure particulièrement coûteux.

Télécommunications. Il y a une exception à cette situation fâcheuse : c'est le secteur des télécommunications mobiles, où les projets peuvent être lancés plus facilement puisque les coûts de démarrage et d'entretien sont plus légers. C'est pourquoi, les pays adoptent directement les téléphones portables, évitant ainsi d'avoir à se doter d'un réseau coûteux de lignes terrestres. Comme les pays développés s'approchent du point de saturation du marché, le monde en développement devrait devenir le principal moteur de croissance de la téléphonie mobile d'ici à 2010.

L'Afrique est aussi un immense marché pratiquement inexploité pour les utilisateurs de portables. La demande est colossale, en particulier dans un continent où les difficultés du milieu physique et l'énormité des coûts restreignent les possibilités d'installation de lignes terrestres. Le marché est vaste et profond, il gagne les villages ruraux et les cités en forte expansion, les nations économiquement et politiquement stables, ainsi que les pays qui sortent d'un conflit.

L'impact économique des télécommunications se fait sentir dans tous les secteurs. La bonne nouvelle pour l'Afrique est que, d'après les travaux de recherche menés récemment, dès lors que la connectivité des mobiles atteint dix téléphones pour 100 habitants, le produit intérieur brut (PIB) du pays augmente de 0,6 %. Les petites entreprises, qui utilisent le portable pour communiquer avec les fournisseurs et les vendeurs sont les principaux bénéficiaires. Les avantages sont si importants que, dans la République démocratique du Congo, on observe des migrations de populations qui vont s'installer près de stations de téléphonie mobile.

Les Africains se sont montrés très inventifs pour élargir l'utilisation classique des portables — poussés

sans doute par la nécessité dans les régions où d'autres formes de technologie ne sont pas disponibles. Les portables sont par exemple utilisés pour des activités telles que le partage du temps de communication disponible, qui devient une forme de crédit, fonction qui n'est normalement pas associée à la téléphonie mobile. Les services bancaires par téléphonie mobile se développent aussi, les individus pouvant effectuer des transactions en ligne avec leur portable. Dans tout le continent, les paysans reçoivent, grâce à leur portable, des informations sur le cours des produits de base et d'autres renseignements sur le marché.

Malgré le coût relativement plus abordable des investissements dans les communications mobiles, les investisseurs privés dans les projets de télécommunications n'ignorent pas que ces investissements peuvent comporter des risques importants spécifiques à ce secteur — risques liés par exemple aux problèmes de réglementation, de délivrance des licences et d'allocations de fréquences. Les garanties offertes par la MIGA tiennent compte de ces risques particuliers, ce qui contribue à dissiper les inquiétudes des investisseurs et à encourager les investissements dans les marchés où ils sont les plus nécessaires.

Depuis 1996, la MIGA a émis 536 millions de dollars de garanties pour 16 projets de télécommunications en Afrique. Les projets intéressent le Bénin, le Burundi, le Ghana, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Nigeria, l'Ouganda, la Sierra Leone et la Tanzanie.

Au **Burundi** par exemple, où la télédensité est inférieure à 1 %, un investisseur de Maurice a voulu saisir une opportunité de marché avec l'aide de la MIGA. La société, Mauritius Telecom, coentreprise dans laquelle France télécom détient une participation de 40 %, a obtenu une garantie de la MIGA pour construire, exploiter et entretenir un réseau national de téléphonie mobile utilisant le GSM (Global Système for Mobile Communication) standard. Mais tout investissement privé au Burundi, pays ravagé par une guerre civile récente, représente une gageure. La MIGA atténue certains des risques en offrant une couverture pour protéger la société contre les restrictions pesant sur les transferts, l'expropriation, la guerre et les troubles civils.

La **Sierra Leone**, en Afrique de l'ouest, ne dispose que d'une ligne terrestre pour 250 habitants. C'est l'une des télédensités les plus faibles du monde et, jusqu'à présent, le pays n'avait par de réseau à bande large. Telle était la situation jusqu'à ce que Sierra-Com, société de télécommunications israélienne, ouvre une boutique au cours de l'Exercice 06 avec une garantie de la MIGA et offre des services de télécommunications fiables et peu coûteux. Sierra-Com apporte, par l'intermédiaire de sa filiale IPTTEL, des services Internet sans fil à grande vitesse et haut débit de communication par voix sur réseau IP (ce qui permet de passer des appels téléphoniques par l'Internet). Avant l'entrée d'IPTTEL sur le marché, l'accès à l'Internet était assuré par un réseau commuté peu rapide, souffrant d'une mauvaise gestion et d'une infrastructure délabrée, et par un fournisseur de services Internet à bande étroite, qui étaient souvent interrompus par des coupures d'électricité. L'investissement de 3 millions de dollars de Sierra-Com permet d'installer un réseau utilisant un matériel de télécommunications de pointe importé d'Israël. L'amélioration de la connectivité devrait favoriser de nouveaux investissements et servir de catalyseur à la croissance économique.

En 2002, le tarif d'accès à l'Internet au **Mali**, pays pauvre et enclavé, coûtait 1 830 euros par mois. Aujourd'hui, les Maliens peuvent disposer d'un service fiable pour 45 euros par mois. En même temps, le nombre des utilisateurs de portables est passé des 50 000 à plus d'un million aujourd'hui. La transformation radicale du secteur des télécommunications malien résulte de la décision des autorités nationales de privatiser l'opérateur public et d'ouvrir le secteur à la concurrence. Lorsque la société sénégalaise Sonatel a obtenu une licence pour fournir une large gamme de services de télécommunications au Mali, elle s'est tournée vers la MIGA.

Cette transaction soutenue par la MIGA constitue l'un des investissements étrangers les plus importants effectués au Mali et elle procure des avantages substantiels sous forme de services diversifiés et abordables et de création directe et indirecte d'emplois. Quarante-vingt dix-sept pour cent des 250 employés d'Orange Mali sont des Maliens et leur moyenne d'âge est de 32 ans. Dix mille autres Maliens sont employés indirectement à travers les télécentres et les distributeurs.

Les avantages de l'opération débordent le cadre du projet lui-même. Comme cela arrive souvent en Afrique, l'investisseur privé finance des œuvres charitables, dans ce cas par le biais d'une organisation caritative — la Fondation Orange Mali. La compagnie a fait don d'un scanner optique à un hôpital local, financé des opérations de la cataracte sur des personnes âgées et financé une campagne d'éducation des filles en collaboration avec l'UNICEF. En coopération avec Populations Services International, Orange Mali a distribué 800 000 messages textes concernant des questions de santé à ses clients.

Autres équipements d'infrastructure.

La MIGA est aussi active dans d'autres sous-secteurs de l'infrastructure en Afrique, puisqu'elle a émis 443 millions de dollars de garanties pour 11 projets intéressant les secteurs des transports, de l'électricité et de l'assainissement.

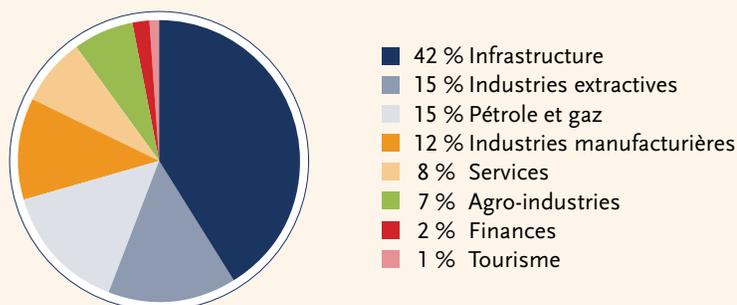
En **Ouganda** par exemple, une pénurie aiguë d'électricité affecte l'existence de millions d'Ougandais et, d'après les estimations établies, elle a fait perdre 1 % de croissance au pays. Pour aider l'Ouganda à sortir de la crise, la MIGA a émis un total de 195 millions de

dollars de garanties pour soutenir des investissements dans la production et la distribution d'électricité.

Dans le cadre de ces opérations, l'Agence a émis une garantie de 115 millions de dollars pour le projet de centrale hydroélectrique au fil de l'eau de Bujagali en Ouganda. Le projet comprend la construction et l'exploitation d'une centrale de 250 mégawatts sur le Nil Victoria. La centrale devrait permettre d'accroître la production du réseau électrique national à un coût plus faible que d'autres projets de production d'électricité inclus dans la stratégie énergétique du pays, et donc de réduire les coupures de courant et les coûts. La garantie de la MIGA est un élément du soutien apporté par le Groupe de la Banque mondiale à la stratégie énergétique de l'Ouganda pour combler le déficit de production et de distribution. La SFI soutient aussi le projet avec 130 millions de dollars de prêts, et l'Association internationale de développement fournit une garantie partielle de 115 millions de dollars contre les risques. La garantie de la MIGA a été jugée indispensable pour protéger une partie de l'investissement.

La bonne nouvelle pour l'Afrique est que, dès lors que la connectivité des mobiles atteint dix téléphones pour 100 habitants, le produit intérieur brut (PIB) du pays augmente de 0,6 %. Depuis 1996, la MIGA a émis 536 millions de dollars de garanties en faveur de 16 projets de télécommunications en Afrique.

Figure 2 Garanties (en volume) émises en faveur de l'Afrique pendant la période couvrant les Exercices 90 à 07, par secteur



Notes : Les pourcentages ayant été arrondis, leur somme excède 100 %.

La MIGA soutient aussi un projet de distribution de l'électricité en Ouganda avec l'émission de garanties à hauteur de 81 millions de dollars. Le projet comprend la pose de 13 000 km de lignes aériennes couvrant l'ensemble du territoire national. Il permettra de fournir un maximum de 60 000 nouveaux raccordements, de réduire les pertes d'électricité et d'améliorer les taux de recouvrement dans les cinq premières années. Il est également prévu d'étendre la fourniture d'électricité aux ménages, aux écoles, aux dispensaires et aux hôpitaux, qui souffrent de coupures quotidiennes. L'investisseur a choisi la MIGA parce qu'elle peut l'aider à obtenir pour son projet des taux d'intérêt compétitifs sur le marché commercial international.

L'Agroindustrie

La MIGA soutient également des projets dans d'autres secteurs d'activité, dont l'agroindustrie. Depuis 1994, elle a émis 162 millions de dollars de garanties pour 16 projets de ce type dans neuf pays subsahariens. Le soutien de l'Agence a été déterminant pour revitaliser des industries moribondes, et a permis dans certains cas de réduire les importations de produits coûteux tout en procurant des recettes d'exportation. En général, les projets comportent des transferts de

technologies très importantes grâce auxquelles les pays concernés peuvent se procurer les outils indispensables pour affronter la concurrence internationale. Les investissements dans l'agroindustrie se traduisent en outre par des créations d'emploi dans les régions rurales et ils aident souvent les agriculteurs locaux à transformer et à commercialiser leurs produits.

Au **Kenya** par exemple, où la croissance agricole contribue au redressement économique du pays, la MIGA soutient la rénovation de l'industrie sucrière en perte de vitesse. De nombreuses sucreries sont confrontées à de multiples problèmes, tels que les régimes de prix préférentiels, les marchés protégés et des technologies obsolètes. Faute d'investissements étrangers, l'industrie périclité et les planteurs locaux, qui vivaient autrefois des revenus de la culture de la canne à sucre, ont dû se replier sur l'agriculture de subsistance.

Au cours de l'Exercice écoulé, l'*Industrial Development Corporation of South Africa Limited* et R.S. Chatthe, homme d'affaires basé au Royaume-Uni, ont conjointement créé la *Kibos Sugar and Allied Industries Limited*, qui comprend une sucrerie entièrement nouvelle et 3 000 hectares de cultures irriguées de canne à sucre.

L'usine, qui doit ouvrir ses portes fin 2007, aidera les petits planteurs locaux, qui subissent actuellement de lourdes pertes lorsqu'ils transportent leur récolte à l'usine, assez éloignée de leurs plantations. La MIGA a aidé à faire avancer l'investissement en fournissant 13,7 millions de dollars de garanties pour protéger l'investissement contre les risques politiques.

Charles Midigo, qui cultive plus de 19 hectares de terres à Kibos, est passé à l'agriculture de subsistance (maïs, cassave et pomme de terre) après la fermeture de la sucrerie locale de Miwani. Ce choix s'est révélé financièrement instable en raison des fluctuations du marché et des prix. Grâce au projet sucrier de Kibos et à son retour à la culture de la canne à sucre, M. Midigo espère que les risques du côté de l'offre seront pratiquement éliminés et que sa marge bénéficiaire va doubler. Comme Charles Midigo, beaucoup de planteurs ont déjà signé des contrats avec le projet.

Les services

Dans le secteur des services, la MIGA a soutenu 12 projets avec des contrats représentant globalement 183,8 millions de dollars de couverture. Les contrats varient en taille de un à 12 millions de dollars, et ils ont permis de soutenir des projets dans huit pays de la région.

En 2006 par exemple, pour soutenir le développement de la **Sierra Leone** qui sortait d'un conflit, la MIGA a émis une garantie de 5 millions de dollars au profit d'Intertek (RU) pour l'installation d'un scanner et la fourniture de services de scannérisation pour le port de Freetown, ainsi que des conseils en matière de sécurité portuaire pour

La MIGA est également présente dans d'autres sous-secteurs de l'infrastructure en Afrique. Elle a émis des garanties à hauteur de 443 millions de dollars au titre de 11 projets dans les transports, l'électricité et l'assainissement.



les ports de Freetown, Nitti et Kissy. Les principaux objectifs du projet sont de scannériser la totalité des importations et des exportations transitant dans les ports de Sierra Leone pour réduire la contrebande, accroître les recettes de l'État et améliorer la sécurité interne. Le projet vise en outre à aider la Sierra Leone à appliquer les règles internationales de sécurité prescrites par le code de sécurité de l'Organisation maritime internationale. L'application du cadre réglementaire international devrait faciliter les exportations en partance de la Sierra Leone, qui pourrait autrement se voir dénier l'accès aux installations portuaires de ses partenaires commerciaux.

Le **Ghana** est un autre exemple de l'aptitude de la MIGA à faciliter d'importants investissements étrangers dans le secteur des services. En 2006, l'Agence a émis des garanties en faveur de la société malaise Metro Ikram pour un montant de 6,3 millions de dollars, qui couvre les fonds propres et les prêts d'actionnaires à Meridian Development Limited. Le projet constitue le premier volet d'une stratégie diversifiée soutenue par l'État pour atténuer la crise du logement au Ghana. Il comprend la mise en œuvre de la première phase d'un important projet de construction de logements à prix abordables dans le cadre d'une coentreprise avec Social Security National Insurance Trust du Ghana. Cette première phase se traduira par la construction d'un millier de maisons dans la métropole peuleuse d'Accra-Tema. Dans des phases ultérieures, le projet permettra de construire jusqu'à 100 000 logements sur l'ensemble du territoire national. Meridian démontre aux autres investisseurs que ces projets peuvent être très rentables lorsque les risques sont correctement maîtrisés.

Le secteur de la finance

Depuis 1994, la MIGA a soutenu sept projets financiers dans la région, avec l'émission de garanties d'un montant total de 54,3 millions de dollars. Le secteur financier est au cœur d'une économie saine. L'impact des banques étrangères dans le secteur bancaire local peut être très bénéfique aussi bien du point de vue commercial qu'au plan du développement. La concurrence qu'elles introduisent a généralement pour effet de faire baisser les taux d'intérêt et d'améliorer la confiance des consommateurs dans le système bancaire ; elles introduisent une approche commerciale plus agressive



en proposant une large gamme de services, et elles offrent de nouveaux instruments, tels que le leasing, qui sont souvent utiles pour les petites entreprises.

Au cours de l'Exercice, la MIGA a fourni 1,8 million de dollars de garanties pour couvrir un investissement effectué au Cameroun par une société mauricienne avec la création d'une banque commerciale récemment agréée, la *National Financial Credit Bank SA*. La nouvelle banque fournira du microcrédit et d'autres services financiers aux clients, notamment aux petites et moyennes entreprises en injectant des fonds qui font cruellement défaut au marché financier local. Le projet prévoit aussi le transfert de compétences et de services entre l'investisseur et les institutions locales.

Pétrole, gaz et industries extractives

Dotée de ressources abondantes, l'Afrique est une destination de plus en plus populaire pour les sociétés minières en quête de nouvelles opportunités. Depuis 1992, la MIGA a fourni 671 millions de dollars de garanties pour dix projets miniers et cinq projets pétroliers et gaziers dans les pays subsahariens. Les projets qui ont bénéficié du soutien de la MIGA et de ses conseils pour les questions sociales et environnementales génèrent des revenus et créent des emplois dans certains des pays les plus démunis du

monde. Ils constituent aussi un vecteur important pour transférer des compétences et du savoir-faire technique, ainsi que pour réaliser des infrastructures d'une importance cruciale.

Les populations qui vivent dans des régions excentrées par exemple n'ont aucune possibilité d'accès à des services de base, tels que l'électricité, l'eau, les télécommunications, les routes, la santé et les installations scolaires. La MIGA encourage la fourniture de ces services dans le cadre de tous les projets miniers qu'elle soutient. Il est généralement difficile de financer les projets d'infrastructure, notamment à cause des risques qu'ils comportent et du manque de visibilité commerciale des investissements, et la seule chance qu'ont les populations rurales de bénéficier de ces services pour le moment passe par les sociétés minières.

Au **Mozambique** par exemple, la MIGA soutient des investissements dans un champ gazier et un projet de gazoduc avec un contrat de garantie d'une valeur de 235 millions de dollars. Le projet comprend le développement des champs gaziers de Temane et de Pande, ainsi que la construction d'un gazoduc transfrontalier de 865 kilomètres reliant le Mozambique à l'Afrique du Sud. La garantie couvre également la construction d'une installation centrale de traitement pour le nettoyage et la compression du gaz.



MOZAMBIQUE, EXEMPLE D'UN SOUTIEN DURABLE DE LA MIGA ET DE L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT

Lorsque le Mozambique est devenu indépendant du Portugal en 1975, son économie reposait sur l'agriculture, l'industrie était fort peu développée et le taux d'analphabétisme était de l'ordre de 90 %. Plus tard, une guerre civile interminable a ravagé le pays et en a fait l'un des plus pauvres et les plus lourdement endettés du monde. Depuis la fin de la guerre, en 1992, le pays a opéré un redressement tout-à-fait remarquable. Aujourd'hui, on parle du miracle mozambicain.

Grâce à un programme ambitieux de réformes économiques et de privatisation, et à une ère de paix et de stabilité politique, le Mozambique a pu atteindre un taux moyen de croissance de 8 % par an entre 1996 et 2006. Au cours de ces dernières années, il a fait des progrès substantiels sur le front de la pauvreté et il a sensiblement amélioré le développement humain. La croissance soutenue conjuguée à l'augmentation des dépenses consacrées aux secteurs sociaux a permis de faire reculer la pauvreté de 15 points de pourcentage (pour en ramener l'incidence à 54 %) entre 1997 et 2003.

Malgré ces avancées, le pays n'est pas sorti de la transition et demeure confronté à de nombreux problèmes économiques et sociaux : chômage, faiblesse de la production agricole et insuffisance des équipements d'infrastructure et des services sociaux entre autres. À cause de ces problèmes et de nombreuses autres difficultés, le Mozambique est encore considéré comme l'un des pays les plus défavorisés du monde.

Depuis 1998, la MIGA est très active au Mozambique, où elle a soutenu 14 projets par des garanties d'un montant total de 495 millions de dollars. Le Mozambique est actuellement le cinquième pays d'accueil pour la MIGA et c'est dans ce pays que les engagements de l'Agence en Afrique sont les plus importants. L'encours du portefeuille comprend 19 garanties représentant 271 millions de dollars d'engagements bruts, dont 122 millions pour le projet gazier de Sasol, 60 millions pour le projet sucrier de Marromeu et 25 millions pour le projet minier de Moma. Le portefeuille mozambicain est bien diversifié, puisqu'il comprend sept projets pour soutenir l'agroindustrie, l'infrastructure, les industries manufacturières, les industries extractives, le pétrole et le gaz, les services et le tourisme (voir le tableau pour plus de détails).

Le premier engagement de la MIGA en faveur du Mozambique remonte à 1998, lorsqu'elle a fourni une garantie de 40 millions de dollars pour le haut fourneau ultramoderne de Mozal. Le projet, dont

le coût initial s'élevait à 1,3 milliard de dollars, était l'investissement étranger le plus important de toute l'histoire du Mozambique et, à maints égards, il a engagé le pays sur un sentier de développement différent. Sa construction, lancée peu après la fin de la guerre, a émis un signal fort en direction de la communauté internationale des milieux d'affaires quant à la stabilité du Mozambique et à son potentiel en tant que destination des investissements.

Le projet a aussi joué un rôle important en instituant un schéma directeur pour évaluer et traiter les projets d'IED, renforcer les capacités de l'État et l'encourager à instaurer un cadre réglementaire et un climat de l'investissement plus porteurs. Le projet de Mozal a eu en outre un impact important dans la région en ce qu'il a permis d'améliorer la viabilité du corridor de Maputo, de favoriser l'intégration régionale, de développer le trafic portuaire et de stimuler l'économie sud-africaine par le biais des exportations, des créations d'emplois et des recettes fiscales qu'il a procurées à l'État.

Le projet sucrier de Marromeu est un autre investissement soutenu par la MIGA qui a un impact important. Situé au cœur dans l'ancienne zone de conflit, il a eu une incidence énorme sur l'économie et le tissu social de la région. Il a contribué à accroître sensiblement les dividendes de la paix en fournissant du travail à ceux qui cherchaient une autre occupation que la guerre. La présence de la MIGA et été déterminante pour encourager l'investisseur à aller de l'avant.

La MIGA soutient aussi le projet minier de Kenmare Moma avec des garanties d'un montant total de 25 millions de dollars. Le projet porte sur un contrat de 20 ans pour l'exploitation par dragage d'un important gisement de sables à minéraux lourds situé dans la province de Nampula, au nord-est du pays. Cette province est l'une des plus pauvres du pays et elle couvre une région qui n'a pas encore bénéficié des récents apports d'IED. Le projet de Moma est l'un des deux projets d'exploitation de titane activement étudiés. S'il est entièrement mis en exploitation, il fera du pays l'un des principaux producteurs de minéraux de titane. En fait, les récentes découvertes de titane dans la région de Moma ont doublé les réserves estimées.

Le projet devrait avoir un impact substantiel sur le développement du fait qu'il permettra d'améliorer des équipements d'infrastructure clés et notamment d'élargir les possibilités d'accès aux routes, aux pistes d'atterrissage, à l'électricité, à l'eau et aux télécommunications. Le projet de Moma est aussi un important pourvoyeur d'emplois et il devrait procurer 70 millions de dollars de recettes d'exportation par an, qui atteindront un montant total de 1,5 milliard

Opérations de la MIGA au Mozambique, 1998-2007

Opération	Date d'approbation	Garanties (USD M) ¹	Secteur	Statut
Mozambique Aluminium S.a.r.l. (MOZAL)	1998	40,0	Métaux de première fusion	En cours
Salvintur - Sociedade de Investimentos Turisticos	1999	2,9	Tourisme	En cours
Motraco-Mozambique Transmission Company S.a.r.l.	2000	69,4	Énergie	En cours
BNP Nedbank (Moçambique) S.a.r.l.	2001	4,5	Services financiers	En cours
Companhia de Sena S.a.r.l.	2001	65,0	Agroindustrie	En cours
Maputo Port Development Company S.a.r.l.	2002	6,6	Transports	En cours
Motorcare Lda.	2002	2,0	Transports	En cours
Kenmare Moma Mining	2003	20,8	Industries extractives	En cours
Maputo Port Development Company S.a.r.l.	2003	13,8	Transports	Annulée
Sasol Petroleum Temane Limitada et Republic of Mozambique Pipeline investment Company	2003	72,0	Hydrocarbures	En cours
Sasol Petroleum Temane Limitada et Republic of Mozambique Pipeline investment Company	2004	113,5	Hydrocarbures	En cours
Auroz Limitada	2004	0,5	Agroindustrie	Close
Kenmare Moma Mining Ltd. et Kenmare Moma Processing Ltd.	2005	12,4	Industries extractives	En cours
Companhia de Sena S.a.r.l.	2007	22,1	Agroindustrie	En cours
Companhia Mozambique de Gasuduto S.a.r.l. et Republic of Mozambique Pipeline investment Company	2007	49,7	Hydrocarbures	En cours
TOTAL		495,0		

¹ Une fois le contrat initial signé, les garanties font généralement l'objet de « réductions » ; en d'autres termes, les investisseurs et les prêteurs décident de réduire le montant de la couverture de l'investissement dont ils bénéficient pour leurs projets.

de dollars à la fin de la vie du projet. Il générera aussi d'importantes recettes fiscales pendant la durée de vie de la mine, avec un volume de recettes qui devrait s'élever à quelque 7 millions de dollars d'ici à l'année prochaine.

Mais la contribution la plus importante à la communauté locale est l'injection de fonds à travers un programme de développement communautaire. D'ici à la fin de 2007, la société prévoit de consacrer plus de 300 000 dollars au développement communautaire, ce qui aidera 2 500 personnes vivant dans six villages voisins. Le projet inclut un programme de prévention du VIH/SIDA, la création d'activités génératrices de revenus et l'installation de points d'eau. Conscients de ne pas être des spécialistes du développement, les représentants de la société ont signé des accords de partenariat avec des organisations non gouvernementales

(ONG) qui ont fait leurs preuves, telles que le Fonds mondial pour la nature.

Outre ses services de garantie, la MIGA a fourni des services d'assistance technique au Mozambique. Dans le cadre du Partenariat établi depuis quatre ans et demi avec la Suisse, avec une dotation de 2,7 millions de dollars, la MIGA a aidé le pays à identifier les possibilités de mieux s'intégrer à l'économie mondiale et elle a facilité un investissement de 1,5 million de dollars pour contribuer au financement de la zone franche et du parc industriel de Belulane. Au cours de ces dernières années, l'Agence a aussi coopéré avec le Groupe de la Banque mondiale pour l'exécution du projet de développement d'entreprises au Mozambique en fournissant une assistance et en suivant les progrès du Centre de promotion de l'investissement (CPI) du pays.



LES SERVICES EN LIGNE DE LA MIGA : PRIORITÉ À L'INFRASTRUCTURE AFRICAINE

En tout temps, l'Afrique a connu des phases d'atonie prolongée de la performance économique, suivies de périodes de croissance en dents de scie. Mais au cours des quelque dix dernières années, la plupart des pays du continent ont bénéficié d'un regain de croissance économique et d'une amélioration de la gouvernance.

Il est bien établi que l'augmentation des investissements d'infrastructure est la clé d'une croissance économique durable, de même qu'on s'accorde généralement à reconnaître que le degré élevé des risques politiques perçus et l'insuffisance d'informations fiables et disponibles en temps voulu sur les équipements d'infrastructure en Afrique sont des obstacles qui entravent ce type d'investissements. Ce fait est reconnu dans le récent rapport de la Banque mondiale intitulé *La route de la soie en Afrique*, qui souligne à la fois les importantes asymétries entre les pays africains en termes d'information, et les marques d'intérêt croissantes que les investisseurs potentiels de tous horizons manifestent vis-à-vis de l'Afrique.

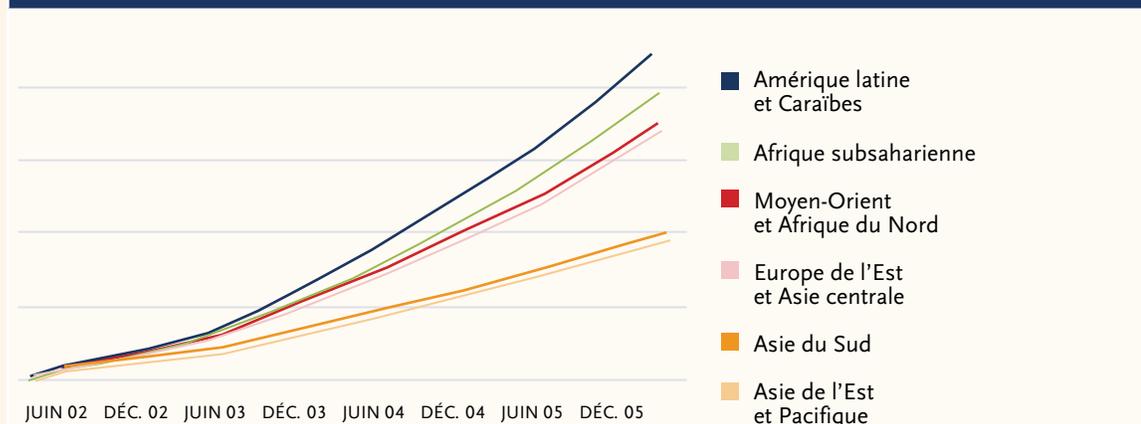
La MIGA est soucieuse de contribuer à améliorer l'image que les investisseurs ont de l'Afrique et leur compréhension des réalités du continent en constituant une somme d'informations de qualité. Pour les inciter à s'intéresser au secteur de l'infrastructure et promouvoir les produits de garanties de l'Agence, le portail de la MIGA sur l'investissement étranger direct (www.fdi.net) donne des renseignements sur les opportunités dans ce secteur à l'aide d'une fonction d'actualité en ligne, *Spotlight on Infrastructure*.

Cette page donne des renseignements sur les tendances, la situation et les opportunités du secteur de l'infrastructure. Les données fournies par la MIGA sur l'Afrique incluent l'identification des opportunités de l'investissement, des études sectorielles et des rapports sur les pratiques optimales pour le montage des contrats et le financement des projets dans le cadre des partenariats publics-privés (PPP)

Par le biais d'un projet indépendant, le Mécanisme de conseil à l'appui de la formation de partenariats publics-privés dans le secteur des infrastructures (PPIAF) de la Banque mondiale a acquis une base de données des projets en Afrique, pour lesquels la participation du secteur privé était recherchée. La MIGA a formé un partenariat avec le PPIAF pour mener un important programme de recherches et de contrôle de la qualité, qui a débouché sur la publication de 21 profils de projets d'infrastructure PPP dans 13 pays d'Afrique sur le site fdi.net. Ces profils continuent de faire partie des informations les plus téléchargées à partir de ce site :

D'autre part, l'Institut pour les partenariats publics-privés (IP3) basé à Washington, a fait œuvre de pionnier en matière de formation et de renforcement des capacités dans le cadre de PPP. Grâce au partenariat de la MIGA avec IP3, leurs entrepôts de données thématiques sur les études de cas internationales et les rapports sur les meilleures pratiques internationales en matière d'infrastructures PPP sont disponibles sur fdi.net. De nombreuses études de cas portent sur des exemples de PPP réussis en Afrique.

Demande de renseignements sur les IED en Afrique subsaharienne, par région



Source : MIGA

Dans le cadre du plan de développement social du projet, de larges consultations ont été conduites avec les communautés sur des questions telles que l'accès à l'eau salubre, l'électricité et les soins de santé. À ce jour, la compagnie a consacré 5 millions de dollars pour financer des systèmes améliorés d'eau potable, des activités de vulgarisation agricoles et des dispensaires qui servent quelque 20 000 résidents locaux, ainsi que la construction de trois écoles primaires et d'une école secondaire. L'entretien et la garde de ces installations ont été confiés aux communautés locales (voir l'encadré 1 pour plus de détails sur les activités de la MIGA au Mozambique).

Industries manufacturières

L'Afrique présente un certain nombre d'avantages qui la rendent particulièrement attrayante en tant que destination des investissements manufacturiers, notamment le faible coût du travail, l'abondance de la main-d'œuvre non qualifiée et l'accès préférentiel à plusieurs marchés mondiaux. Comme le niveau actuel des investissements est faible, l'avantage du « premier entré » profitera aux investisseurs prêts à prendre pied sur les marchés relativement sous-développés de la région.

La MIGA travaille depuis 1994 avec des entreprises manufacturières qui investissent en Afrique. Depuis cette date, l'Agence a fourni 268 millions de dollars de garanties pour 17 projets manufacturiers dans la région. Les actifs des usines risquent particulièrement de souffrir des dommages causés par la guerre ou les troubles civils, ou de faire l'objet de procédures d'expropriation par des entités gouvernementales, mais ces deux risques sont couverts par les garanties de la MIGA.

Un fabricant indien, Manaksia Limited, est l'un des investisseurs qui bénéficient du soutien de la MIGA. La compagnie, connue sous le sigle MINL, voulait créer une usine de transformation du métal afin d'approvisionner un projet existant au Nigeria, et il désirait aussi élargir la gamme de ses produits. Comme l'acier galvanisé ondulé est le matériau préféré des Nigériens pour la confection des toits, la MINL a décidé d'accroître sa production pour inclure les tôles d'acier galvanisé, ainsi que des tôles d'aluminium et des lingots d'alliage d'aluminium.

Pour faire démarrer le projet, la société s'est tournée vers la MIGA, qui a fourni une assurance contre le risque politique

Le portefeuille de garanties de l'Agence en cours en Afrique subsaharienne se chiffre à 964 millions de dollars, et concerne des investissements réalisés dans tous les secteurs et sur l'ensemble du continent.

couvrant les fonds propres et les prêts. Une fois les garanties de la MIGA obtenues, MINL a décidé de lancer le projet. La construction des nouvelles installations est en cours sur un site vierge dans l'État nigérian de l'Ogun.

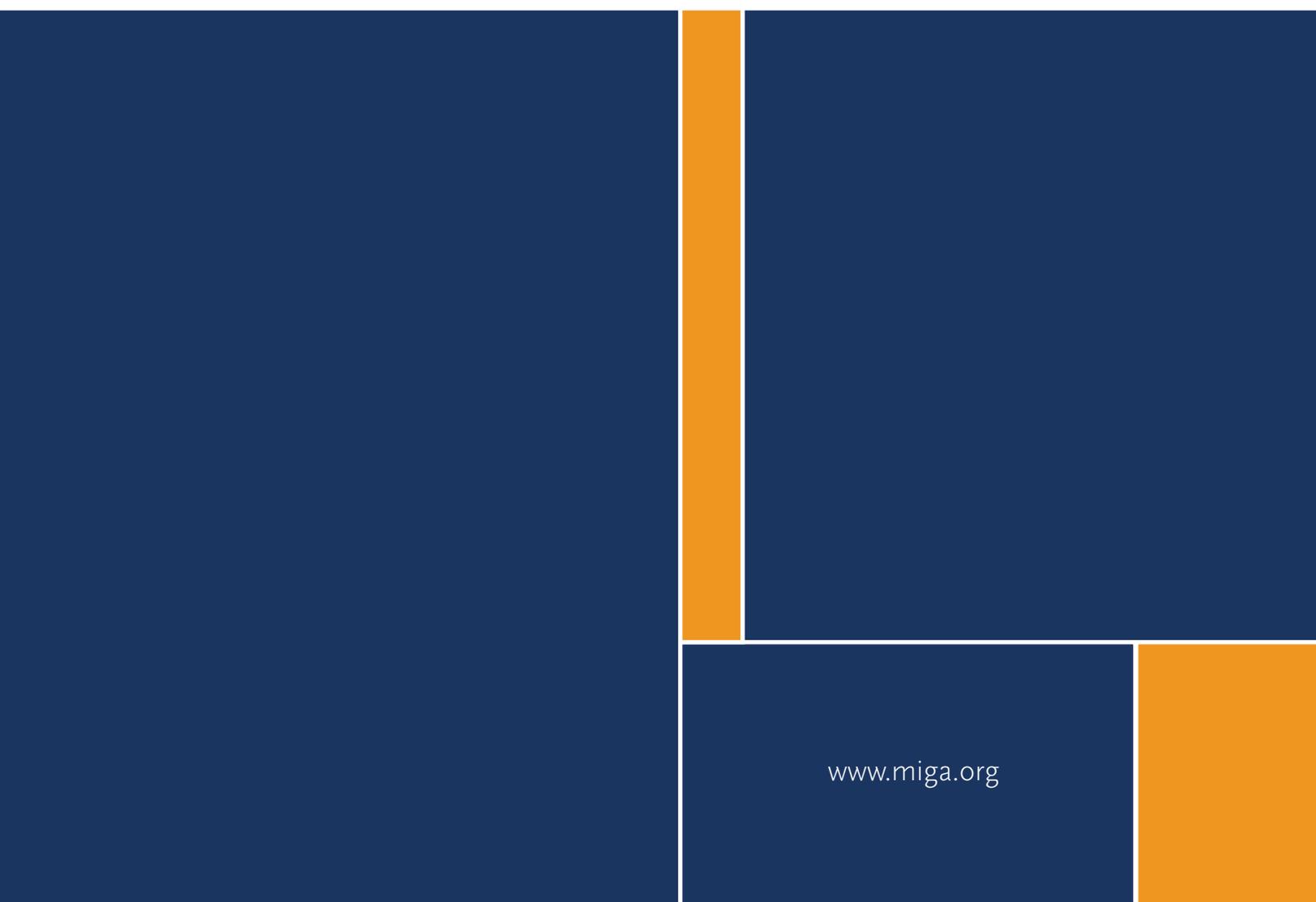
Le tourisme

L'industrie du tourisme, qui est l'un des marchés en plus forte expansion du monde, est un facteur important de progrès économique. Le tourisme contribue à faire reculer la pauvreté en procurant des emplois, des devises et des recettes fiscales, et il a une incidence directe et indirecte sur des branches d'activité telles que l'agriculture, la restauration, les transports, la construction et le commerce de détail. La construction d'un hôtel ou la création d'une station touristique par exemple, peut apporter des avantages qui sont souvent négligés, mais qui peuvent avoir un profond impact sur le développement des communautés locales. Ces avantages incluent notamment de meilleures possibilités d'accès à l'électricité, aux transports, aux télécommunications, aux réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement et aux services de santé.

La beauté naturelle de l'Afrique charme littéralement les voyageurs à la recherche d'expériences originales, de même que les investisseurs à l'affût de destinations « à ne pas manquer ». Mais, lorsque l'attrait tient en partie à l'isolement du site ou à la nouveauté d'un voyage dans un pays en développement précédemment ignoré, les questions de sécurité de l'investissement peuvent susciter des préoccupations. La MIGA y est sensible et adapte ses produits de garantie pour répondre aux besoins particuliers de cette catégorie d'investisseurs. En Afrique, l'Agence a facilité huit investissements dans le secteur du tourisme en fournissant 15,4 millions de dollars de garanties.

Parmi ces investissements, il y a un projet garanti au cours du présent Exercice, qui prévoit un contrat

de leasing avec l'État pour l'Hôtel Indépendance de Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, ainsi que sa rénovation, son équipement et son extension pour en faire un hôtel d'affaires international de trois étoiles. La MIGA fournit une garantie de 2,9 millions de dollars à un investisseur malien, qui dirige le projet conjointement avec des investisseurs locaux. Le projet devrait accroître la capacité d'accueil de la capitale tout en créant des emplois locaux et en soutenant le développement des PME locales. Il devrait en outre déboucher sur un transfert de compétences en gestion et sur la formation du personnel local, et engendrer des rentrées fiscales et des recettes en devises au profit de l'État.



www.miga.org

Groupe de la Banque mondiale

Agence multilatérale de garantie des investissements
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
États-Unis d'Amérique

Téléphone : 202.458.4798
Fax : 202.522.0316